

“La diplomatie environnementale africaine doit s’organiser pour peser dans les négociations internationales”

L’environnement, une préoccupation d’avenir en Afrique ? Quelles formes prennent les mobilisations et comment s’organise la société civile sur le sujet ?

Trois activistes nous livrent les raisons de leurs engagements et leurs aspirations.

Grain de sel (GDS) : Qu’est-ce qui a motivé votre engagement en faveur de l’environnement et comment se traduit-il aujourd’hui ?

Rolande Aziaka (RA) : Dans mon enfance, le cadre de vie et l’environnement étaient des choses dont on prenait soin : ma mère m’a transmis ces valeurs, c’est une amoureuse de la nature. À l’époque, j’écoutais quotidiennement une émission de radio sur l’écologie. L’animateur était passionnant mais les sujets n’intéressaient pas grand monde. J’ai moi-même témoigné plusieurs fois et été invitée à animer certaines émissions, ce fut mon premier pas dans le journalisme ! Par la suite, j’ai été frustrée du manque de conscience et de réflexion des médias togolais là-dessus, c’est pourquoi j’ai voulu en faire mon métier et fonder ma propre plateforme d’information. Eco-ConscienceTV est née en 2015, s’adresse à tous les acteurs du développement local et vise à développer les consciences et l’éco-citoyenneté. Ce média est le premier à s’être spécialisé sur l’Environnement au Togo et j’en suis fière, d’autant plus qu’en tant que jeune femme, ce n’était pas gagné d’avance.

Mawuse Hountondji (MH) : Mon engagement environnemental a commencé comme jeune volontaire dans le réseau JVE (Jeunes Volontaires pour l’Environnement) au Togo. Dans les années 1990, c’était une petite association togolaise de protection de la forêt qui menait des actions de reboisement. Sena Alouka, le fondateur, a ensuite élargi le mouvement avec d’autres, pour lui donner la forme d’une ONG internationale. C’est aujourd’hui la plus grande organisation panafricaine de jeunesse, présente dans 25 pays. Je dirige la branche Bénin depuis 13 ans. Notre mission est de développer le leadership et l’écocitoyenneté des jeunes pour les impliquer dans la promotion du développement durable des communautés, notamment sur l’adaptation au changement

climatique, l’énergie, la gestion durable des ressources... Nous renforçons les capacités des jeunes, qui s’investissent dans des actions de plaidoyer et des projets de développement en fonction des besoins des communautés.

Chancia Ivala Plaine (CIP) : Durant mes études universitaires en droit, nous avons abordé la problématique de la déforestation en Amazonie et j’ai fait directement le lien avec les défis pouvant affecter la biodiversité dans le Bassin du Congo d’où je suis originaire. Comme beaucoup de jeunes de ma génération que l’avenir de notre Planète préoccupe, j’ai participé à plusieurs manifestations en lien avec l’écologie, et je me suis professionnellement spécialisée dans le droit public et le droit de l’environnement. J’ai également fondé l’association Jeunesse Africaine pour l’Environnement (JAE) en 2020 : son but est de promouvoir une réflexion pluridisciplinaire et intergénérationnelle sur les problématiques liées à la préservation de l’environnement et à la lutte contre

le changement climatique en Afrique. Nous publions la Revue Pluridisciplinaire Africaine de l’Environnement trois fois par an, organisons avec des partenaires associatifs ou des entités universitaires des manifestations scientifiques autour de thématiques environnementales d’actualité. Ainsi, nous souhaitons sensibiliser la population africaine à ces enjeux. Nous voulons donner de la visibilité aux militants écologistes du continent ainsi qu’aux chercheurs.

GDS : Qu’observez-vous en matière de mobilisation sur ces questions ?

RA : Il est clair que la mobilisation environnementale est croissante en Afrique. La COP21 de 2015 a permis de mettre ce sujet à l’agenda de façon “sérieuse”. Aujourd’hui ce que j’observe au Togo, c’est que la thématique phare reste le changement climatique puisque le mouvement mondial est fédérateur sur ce sujet. Mais le risque est que ça devienne l’arbre qui cache la forêt. À mon sens, beaucoup se revendiquent “activistes



EcoConscience TV propose des interviews, des reportages, qui décryptent les enjeux d’écocitoyenneté, de climat, de biodiversité. Ici, Rolande Aziaka interviewe l’ambassadeur de l’Union Européenne à propos de l’action de l’UE au Togo et du Pacte Vert européen.

du climat”, mais ne se forment pas vraiment sur le fond et sur la diversité des problèmes connexes, la biodiversité, la désertification... Pour que les actions aient un réel impact, il faut que la société civile soit renforcée en connaissances, en outils de compréhension, en formations. Je pense que c’est aussi le rôle des partenaires techniques et financiers d’investir pour que la sensibilisation à ces enjeux ne reste pas superficielle.

MH : Il y a 15 ans, le sujet était peu connu chez les communautés. On entendait même que “les changements climatiques étaient une punition divine”. Aujourd’hui il concerne et intéresse très largement. Les ressources, bien que rares, arrivent de temps en temps pour le renforcement du plaidoyer. À l’époque, ce n’était pas du tout un chantier prioritaire des autorités décentralisées, aujourd’hui il y a des mobilisations partout et des médias spécialisés se développent. Notre mission est que la société passe à une logique d’action, de changement de comportements et que les politiques soient en cohérence avec ces objectifs de résilience. Concernant la jeunesse, on observe certaines difficultés à mobiliser des volontaires, car beaucoup de jeunes recherchent la stabilité et l’emploi : or nous avons peu de ressources. Nous devons repenser notre modèle économique afin de trouver des ressources pour appuyer les actions de renforcement des capacités des jeunes qui font preuve d’innovation et de motivation pour la protection de la planète.

**IL FAUT CRÉER
DES SYNERGIES ENTRE LES
MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES
AFRICAINS ET LES RENDRE
PLUS VISIBLES
DANS LEUR DIVERSITÉ**

CIP : À mon sens, il y a un manque accru de visibilité des écologistes africains francophones car nous ne publions pas assez notamment sur des blogs ou les réseaux sociaux. La communauté africaine anglophone est plus active en termes de publications, de vulgarisation. Par contre, dans le monde francophone, il y a sur le terrain de nombreux mouvements, qui sont assez divers dans leurs messages, leur forme et leurs actions. Certains se concentrent sur la défense des droits des communautés face

aux changements climatiques, d’autres vulgarisent et mettent en lumière les savoirs endogènes portant sur la nature... Il faut créer des synergies entre ces mouvements et les rendre plus visibles dans leur diversité.

GDS : *Quelles sont les pistes d’action pour que ce combat soit mieux porté par les États africains, et qu’ils soient mieux entendus dans les négociations internationales ?*

RA : On a trop longtemps négligé ce qui est aujourd’hui une évidence : quand l’environnement va mal, ça se répercute sur l’ensemble de l’économie et des sociétés. J’essaie au maximum dans mon travail de sensibiliser les dirigeants que je rencontre, car il est urgent de changer de paradigme. Je pense qu’ils ont conscience que c’est un chantier prioritaire et qui conditionne la possibilité même de notre résilience. Il est crucial que les initiatives partent de la réalité de terrain : un agriculteur est capable d’expliquer sa perception du changement climatique et de la dégradation de son environnement, mais il ne le fera pas avec les mêmes mots qu’un activiste, qu’un chercheur ou qu’un porteur de projet. Ses connaissances pratiques viennent de son expérience, c’est à partir d’elles qu’il faut penser et concevoir des solutions. Parfois ces incompréhensions mènent à une mauvaise adaptation des projets, qui sont pourtant censés renforcer la résilience des communautés. Concernant les espaces de négociations internationales, l’Afrique est vraiment marginalisée. Les délégations ne sont pas à la hauteur en termes d’exigences techniques, et cela conditionne leur capacité de négociations. Beaucoup d’efforts sont faits dans ce sens, il faut que cela continue. Répondre à cette asymétrie demanderait aussi qu’il y ait une coordination entre les pays pour qu’un positionnement commun émerge sur certains sujets. La diplomatie environnementale continentale doit s’organiser pour peser.

MH : Je suis d’accord, y aller chacun de son côté ne mène à rien, on se retrouve trop souvent sous la bannière des pays les moins avancés ou avec un affichage “Afrique” de principe. Chaque pays pourrait faire un diagnostic de ses “avantages comparatifs” en matière de lutte environnementale pour ensuite se positionner en groupe : par exemple, les pays du bassin du Congo sur le marché carbone et la protection des forêts ; les pays de la bande sahélienne sur la désertification et les énergies solaires etc. À la prochaine COP27, nous allons porter la question des pertes et dommages et de mécanismes d’assurance et d’indemnisation. Ils nous semblent absolument nécessaires pour

faire face aux épisodes violents. Le nerf de la guerre reste l’accès aux financements, qu’il faut faciliter. Le continent doit aussi amorcer la réflexion pour son propre financement : que ce soit les financements des États africains eux-mêmes ou les investissements privés des acteurs économiques africains.

CIP : En effet, le continent sort souvent “victime” des stratégies arrêtées durant les sommets internationaux, exemple de la COP25 en décembre 2019 qui fut un échec pour les États africains. Pour remédier à cette situation, le rôle des acteurs non-institutionnels est primordial afin de rendre effectif les engagements pris dans le cadre de l’Accord de Paris, notamment par la mise en application des politiques climatiques. ■

Propos recueillis par Alexandra Quet-Viéville

Rolande Aziaka



Journaliste, activiste, fondatrice d’Éco Conscience TV et représentante Afrique au panel des OSCs à la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification, mandat biennal 2018 - 2019.

Mawuse Hountondji



Directeur des Jeunes Volontaires pour l’Environnement (Bénin)

Chancia Ivala Plaine



*Juriste
Présidente de Jeunesse Africaine pour l’Environnement*

EN SAVOIR PLUS :

Plateforme EcoConscienceTV :
<https://www.ecoconscience.tv/>

Réseau JVE International :
<https://jveinternational.org/>

Plateforme JVE Bénin :
<https://www.jvebenin.org/>

Association JAE :
<https://www.association-jae.com/>